

## *Congrès AFSP Toulouse 2007*

### **Table ronde 2**

## **"Comment concevoir et saisir les temporalités du vote ? Pour une approche longitudinale de la décision électorale"**

### *Session 2*

**CAUTRES Bruno(CEVIPOF)**  
**bruno.cautres@sciences-po.fr**

**STRUDEL Sylvie (CEVIPOF/ Université de Tours)**  
**sylvie.strudel@univ-tours.fr**

<p><b>Les traces du référendum de 2005 dans l'élection présidentielle de 2007 (ne pas citer, version provisoire juin 2007<sup>1</sup>)</b></p>
--

L'Union européenne sert de bouc émissaire mais aussi de miroir à nombre de problèmes politiques internes. L'Europe, « invisible mais omniprésente »<sup>2</sup> dans le précédent scrutin de 2002, va-t-elle jouer un rôle dans la campagne présidentielle et la formation de la décision électorale des citoyens en 2007 ? On pourrait le penser car un « acte lourd » a été posé le 29 mai 2005, lors du vote négatif de la France à l'occasion du référendum portant ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe. « Acte lourd » de par ses significations<sup>3</sup> mais aussi de par ses conséquences tant françaises qu'européennes.

Dès lors, quelles vont être les « traces » du référendum de 2005 dans le scrutin de 2007, dont le premier tour est fixé au 22 avril, soit juste un mois après la date du 50<sup>ème</sup> anniversaire de la signature du traité de Rome (25 mars 1957) ? C'est une question d'ampleur, car l'enjeu européen « travaille », depuis le référendum de ratification du traité de Maastricht en 1992, les équilibres sociaux, politiques et partisans français. C'est aussi une question d'avenir immédiat puisque le (ou la) prochain(e) chef de l'exécutif français assurera également de juillet à décembre 2008 la présidence du Conseil de l'UE. L'enjeu de ce double rôle s'est imposé tardivement dans la campagne et a été inscrit à l'agenda français de l'extérieur, par les

---

<sup>1</sup> Cette communication prend largement appui sur le rapport que nous avons publié à partir des données du Baromètre Politique Français réalisé en 2006 par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur. Voir : [www.cevipof.msh-paris.fr/bpf](http://www.cevipof.msh-paris.fr/bpf). Cette communication élargit et actualise ce rapport en utilisant également les données de l'enquête post-électorale réalisée par le CEVIPOF et toujours avec le soutien du Ministère de l'Intérieur après le second tour de l'élection présidentielle en mai 2007. Le présent texte ne restitue pas toutes les analyses de données conduites, qui n'ont pu être détaillées ici faute de temps. Le texte et les analyses de cette communication seront encore retravaillés d'ici à leur présentation orale à Toulouse. La nouvelle version de ce texte, telle qu'elle sera présentée à Toulouse, sera disponible auprès des auteurs sur simple demande.

<sup>2</sup> Belot (Céline) et Cautrès (Bruno), « L'Europe, invisible mais omniprésente » dans Cautrès (Bruno) et Mayer (Nonna) dir., *Le nouveau désordre électoral*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, p. 119-141.

<sup>3</sup> Perrineau (Pascal), « Introduction. Quelques idées fausses ou vérités partielles sur les résultats du référendum du 29 mai 2005 » dans Laurent (Annie) et Sauger (Nicolas) dir., *Le référendum de ratification du Traité constitutionnel européen : Comprendre le « Non » français*, Les Cahiers du CEVIPOF, 42, juillet 2005, p. 2-6.

déclarations de la Chancelière allemande Angela Merkel, invitant les candidats à l'élection présidentielle à préciser leurs positions sur le sort futur du texte constitutionnel<sup>4</sup>.

Contrairement aux pronostics de certains qui croyaient pouvoir construire une victoire en 2007 par la transformation de la victoire du «Non» en majorité présidentielle, on ne constate actuellement aucune capitalisation positive des tenants du « plan B ». Contrairement à ceux qui voulaient voir dans les résultats du référendum un avatar national, l'Europe est confirmée comme question qui fâche et qui divise. Contrairement à ceux qui présentaient la victoire du «Non» comme la victoire d'un camp politique contre un autre, l'Europe continue de faire sentir ses effets centrifuges à l'intérieur même des ceux-ci. Mais conformément à ce qui a été analysé, le pessimisme économique et social fortement ancré dans l'opinion française et alourdi d'un climat de défiance envers les élites politiques semble bien un fil rouge que l'on peut tirer du 29 mai 2005 au 22 avril 2007 pour rendre compte des fragilités françaises. Dans ce texte, il s'agira autant de montrer les « traces » que de comprendre pourquoi on cherche à cacher les plaies, à défaut de les panser.

### *I – L'Europe du «Oui» et du «Non» et les clivages idéologiques en 2007*

Trois ans avant le référendum et à partir des données électorales de la présidentielle de 2002, Gérard Grunberg et Etienne Schweisguth avaient mis en lumière la force d'un nouveau clivage à l'œuvre dans l'espace politique français, opposant universalistes et anti-universalistes, clivage construit en fonction de l'attitude à l'égard de l'intégration européenne<sup>5</sup>. Dans les résultats de la 4<sup>ème</sup> vague du BPF, on observe que la question européenne (mesurée ici en fonction du choix référendaire) continue de brouiller les repères les plus traditionnels de la vie politique française (cf. tableau 1).

**Tableau 1. La position sur l'échelle gauche-droite en 2007 et le vote au référendum 2005 (% exprimés en lignes)**

<b>Auto-position gauche droite</b>	Oui	Non	Total
Très à gauche	13	87	100
A gauche	41	59	100
Au centre	59	41	100
A droite	56	44	100
Très à droite	13	87	100
Ni à gauche ni à droite	40	60	100
<b>Total</b>	<b>45</b>	<b>55</b>	<b>100</b>

Source : BPF, vague 4

Au-delà de la dissymétrie connue entre un « Oui » du centre et de la droite et un « Non » de la gauche, il nous semble intéressant ici d'insister *a contrario* sur leur proximité relative autour des valeurs de la moyenne. Seuls ceux qui se déclarent très à gauche et très à droite offrent une structure de vote, qui témoigne de l'homogénéité de leurs choix (dans les deux cas, 87% de « Non »). Autrement dit, en partageant les électeurs au lieu de les départager, le « Oui » et le « Non » rendent les contours de la gauche, du centre, de la droite et aussi des « ninistes »

<sup>4</sup> Cf. le discours d'Angela Merkel, assurant la présidence du Conseil et ouvrant les débats de la session plénière du Parlement européen le 17 janvier 2007 à Strasbourg : [www.eu2007.de](http://www.eu2007.de)

<sup>5</sup> Grunberg (Gérard) et Schweisguth (Etienne), "La tripartition de l'espace politique" dans Perrineau (Pascal), Ysmal (Colette) dir., *Le vote de tous les refus*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 341-362.

poreux. Il conviendra donc d'explorer les écarts (ou du moins les particularités) entre «Oui» de droite et «Non» de droite, entre «Oui» de gauche et «Non» de gauche pour mieux comprendre les reclassements actuels et la contribution de l'Europe à la perte de lisibilité de l'espace idéologique français.

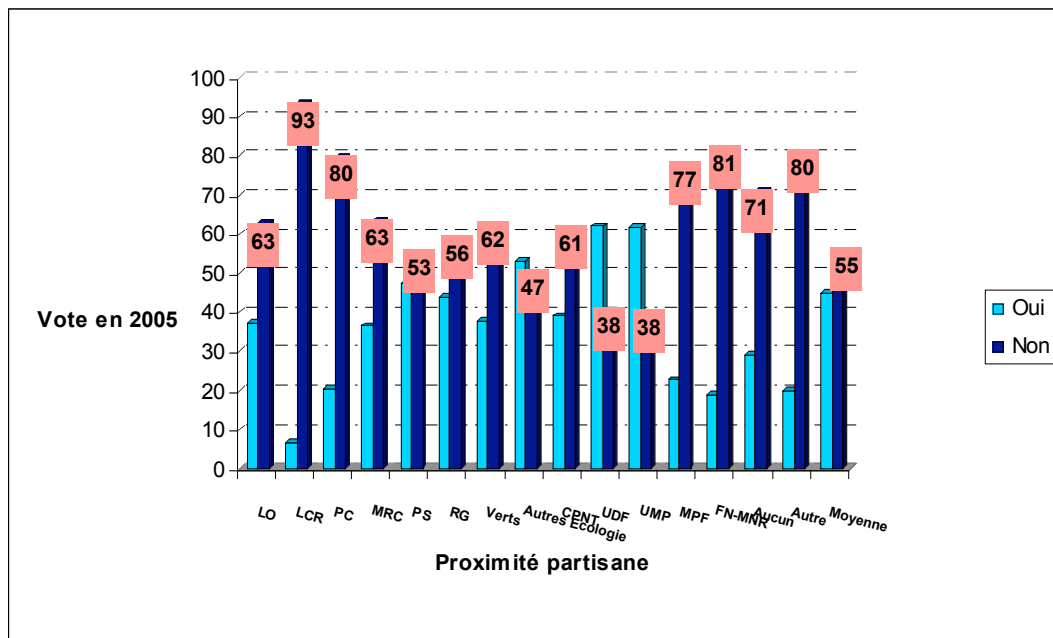
## II – L'Europe du «Oui» et du «Non» et le système partisan français

Brouillant les repères idéologiques français, la question européenne se révèle également délétère sur les clivages partisans traditionnels. Or le scrutin du 29 mai 2005, bien plus que les élections des députés au Parlement européen et au moins autant que le référendum de ratification du traité de Maastricht, a ébranlé le système partisan et la cohésion interne des partis. On peut même considérer qu'il l'a déstructuré durablement.

### 1/ Un espace partisan durablement fragmenté

Le «Oui» et le «Non» traverse tous les partis même si une double logique se met en place : elle oppose d'une part les extrêmes et les modérés et d'autre part un «Oui» de droite majoritaire contre un «Non» de gauche majoritaire chez ces mêmes modérés<sup>6</sup> (cf. graphique 1). Mais ici encore, ce qui nous semble pertinent pour la compréhension de la situation actuelle, c'est l'absence d'homogénéité intra-partisane.

**Graphique 1. Le vote au référendum de 2005 en fonction de la proximité partisane en 2007 (% en ligne).**



Source : BPF, vague 4. Certains chiffres sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs. Les chiffres indiqués sont les % de vote «Non».

Même les électeurs qui se déclarent proches d'un parti très européen comme l'UDF ont partagé leur vote : 62% pour le «Oui» contre 38% pour le «Non». De manière un peu

<sup>6</sup> Brouard (Sylvain) et Sauger (Nicolas), « Comprendre la victoire du « Non » : proximité partisane, conjoncture et attitude à l'égard de l'Europe » dans Laurent (Annie) et Sauger (Nicolas) dir., *op. cit.*, p. 126 et suiv.

surprenante, les partisans de l'UMP, pourtant réputés plus velléitaires quant à leur volontarisme européen, ont des votes qui sont répartis de manière identique à ceux des centristes (62%-38%)<sup>7</sup>. Aussi 19% des interviewés proches du Front national ont choisi un vote plutôt en contradiction avec l'Europe des Nations. ..

L'écart le plus réduit entre les tenants du «Oui» ou du «Non» (6 points) s'observe chez ceux qui se déclarent proches du Parti socialiste . Autrement dit, l'UMP (24 points d'écart entre le «Oui» et le «Non») s'en sort mieux que le PS, divisé approximativement par moitié. Si, comme l'ont montré Mark Franklin et d'autres auteurs, l'identification partisane est explicative du vote individuel lors des référendums européens et ce grâce au rôle exercé par la discipline partisane (via les consignes de vote), encore faut-il que la cohésion partisane « résiste » au questionnement du référendum. Or dans ce cas précis, la plaie de 2005 n'est pas refermée en 2007 et peut même contribuer à expliquer le dispositif de sélection des candidatures au PS pour l'élection présidentielle.

## 2/ Des cohésions partisans bousculées

Que la question européenne soit source de factionnalisme au sein du Parti socialiste n'est pas une nouveauté : la création du Mouvement des Citoyens par Jean-Pierre Chevènement avait concrétisé sa défection et son opposition à l'attitude du PS sur le traité de Maastricht. En 2005, le Parti socialiste a été mis en porte à faux entre le vote interne de soutien au traité des adhérents (1<sup>er</sup> décembre 2004) et la campagne de déni menée *a posteriori* par certains de ses représentants. Deux légitimités majoritaires se sont affrontées, le «Oui» des adhérents *versus* le «Non» des électeurs, faisant durement perdre au parti ce qui lui restait d'autorité politique<sup>8</sup>.

Le solde de tout compte ne trouve-t-il pas son issue dans une lecture possible, à la fois du processus retenu de désignation du candidat du Parti socialiste pour l'élection présidentielle et du résultat de ce processus ? En introduisant dans ses statuts, lors du Congrès de Dijon de 2003, l'article 6.11 relatif à la « Consultation directe des adhérents »<sup>9</sup>, le Parti socialiste a non seulement préparé le cadre d'une consultation sur l'Europe mais engagé plus généralement l'identité même du parti -historiquement réfractaire aux procédures de démocratie directe- dans une nouvelle voie, en créant un précédent. Tout était donc en place pour la primaire de novembre 2006, après la déclaration de clôture du congrès de Dijon le 18 mai 2003 par François Hollande : « Nous devons donc, et j'en porte moi-même la responsabilité, être un exemple de démocratie participative... »<sup>10</sup>.

La deuxième vague du BPF a interrogé les interviewés sur leur proximité avec des personnalités politiques, avant que n'ait eu lieu le vote interne des adhérents en faveur de Ségolène Royal. Si on croise les proximités affichées mi-septembre 2006 avec le vote déclaré au référendum, on observe trois phénomènes :

- Ceux qui se disent proches de François Hollande ont une structure de vote (48% pour le «Oui» contre 52% pour le «Non») à front renversé par rapport aux résultats du scrutin chez les socialistes en décembre 2004 (58% de «Oui» contre 42% de «Non»), donc entérinent la division et sonnent un nouveau désaveu de la direction.
- Ceux qui se disent proches de Laurent Fabius et de Dominique Strauss-Kahn répliquent les prises de position de chacun (respectivement 17%-

<sup>7</sup> Sauf si on considère qu'ici compte moins la question que le questionneur.

<sup>8</sup> Et faisant oublier par là même les bénéfices de la séquence électorale victorieuse de 2004 (cantonales, régionales et européennes)

<sup>9</sup> Pour lequel ont vigoureusement milité les factions minoritaires.

<sup>10</sup> Cf. [www.parti-socialiste.fr](http://www.parti-socialiste.fr)

83% et 65%-35%), donc sélectionner le héraut du «Oui» ou du «Non» aurait consisté à afficher et aggraver la division.

- Ceux qui se disent proches de Ségolène Royal reproduisent quasiment la structure des résultats du scrutin dans l'électorat (43%-57%), donc à défaut d'être effacées les divisions internes sont diluées dans celles du « peuple souverain ».

Au final, la vulnérabilité de la cohésion interne réactive le traumatisme du congrès de Tours, où gauche démocratique et « forces révolutionnaires » s'étaient séparées et contribue (parmi bien d'autres facteurs) à imposer une candidature se distançant d'une logique oligarchique.

La gauche de la gauche, depuis la coalition protestataire de 2005, s'est révélée impuissante à convertir en programme son discours oppositionnel : Philippe Raynaud a montré l'hétérogénéité profonde entre ces courants à la fois dans leurs relations historiques, leurs types d'organisation, leurs idéologies<sup>11</sup>. La division d'aujourd'hui est « la trace » de l'unité opportuniste d'hier.

Les enjeux européens se font pas que diviser les partis, ils font système avec un pessimisme économique et social qui tarabuste l'électorat français.

### *III – L'Europe du « Oui » et du « Non » et le pessimisme*

Le pessimisme économique et social ainsi que la défiance politique dont nous mesurons l'ampleur depuis la première vague du BPF sont étroitement liés au vote de 2005. Pris globalement, le vote «Non» semble en effet particulièrement marqué chez les électeurs les plus inquiets. Dans les données de la vague 4 du BPF, on constate ainsi que 76% de ceux qui considèrent que « le chômage a beaucoup augmenté au cours des derniers mois en France » déclarent avoir voté «Non». Le vote «Non» atteint également :

- 72% parmi ceux qui se déclarent « très pessimistes » sur la situation économique de la France dans les six prochains mois,
- 67% parmi ceux qui estiment avoir « beaucoup de risques » de se retrouver au chômage dans un proche avenir ou qui déclarent s'en sortir « très difficilement » avec les revenus de leur foyer,
- 66% parmi ceux qui pensent que leurs enfants vivront « beaucoup moins bien » qu'eux dans la société française de demain,
- 65% parmi ceux qui sont « très inquiets » sur l'avenir de leur retraite.

Le prisme «noniste» du sentiment de pessimisme que le BPF enregistre depuis le début est confirmé par les données de la vague 1 : 63% de ceux qui considèrent alors que la France est en déclin ont voté «Non». On se rappelle que dans leurs analyses de ces données de la vague 1, Pascal Perrineau et Jérôme Jaffré avaient mis en lumière les liens entre sentiment de déclin de la France, pessimisme socio-économique et défiance politique. Ils montraient alors que deux types de « déclinisme » existaient dans l'électorat français : un « déclin puissance » et un « déclin valeurs ». Nos propres analyses confirment ces deux formes de sentiment conjuguées en France : parmi ceux qui déclarent que la France décline en matière de système de santé, 64% déclarent avoir voté «Non» au référendum de 2005 ; de même que 57% de ceux qui considèrent que l'influence de la France dans le monde diminue.

---

<sup>11</sup> Raynaud (Philippe), *L'Extrême Gauche plurielle : Entre démocratie radicale et révolution*, Autrement, coll. «Frontières», Paris, 2006.

Ceux qui attribuent ces souffrances et déclin de la France à la mondialisation ou à l'Europe, comptent beaucoup d'électeurs du «Non» comme le montrent encore les données de la vague 1 du BPF :

- 75% parmi ceux qui déclarent que la mondialisation est « un danger pour la France »,
- 71% parmi ceux qui estiment que la France « souffre de la construction européenne »,
- 69% parmi ceux qui estiment que la France « doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui » (vague 4).

De la même manière, ceux qui considèrent que l'immigration a une influence sur leur situation personnelle (vague 3 du BPF), comptent 66% de «nonistes».

Les données du BPF montrent enfin des liens tout aussi forts entre le pessimisme social et le vote «Non». Ce pessimisme social prend notamment la forme du préjugé xénophobe ou ethnocentrique. Dans les données de la vague 4 du BPF, on constate ainsi que le vote «Non» est particulièrement élevé parmi ceux qui déclarent qu'il y a « trop d'immigrés en France » (59%), ceux qui s'opposent à leur donner le droit de vote (63%), ceux qui sont d'accord avec les idées de Jean-Marie Le Pen (67%).

Si la défiance politique caractérise également bien le vote «Non» (61% de ceux qui déclarent n'avoir confiance « ni dans la gauche, ni dans la droite »), la confiance dans la gauche et dans la droite pour gouverner le pays révèle une différence de fond entre les deux camps politiques : 61% de ceux qui font confiance à la gauche pour gouverner le pays déclarent avoir voté «Non», tandis que 62% de ceux qui font confiance à la droite déclarent avoir voté «Oui». Cette différence nous conduit à poser une question fondamentale : le vote «Non» est-il homogène dans son lien au syndrome de pessimisme qui touche tellement l'électorat français ? Trouve-t-on dans les données du BPF, d'importantes différences entre le «Non» de gauche et le «Non» de droite, qui expliqueraient que la victoire du «Non» n'a pas, deux ans après, complètement annulé les traditionnels alignements idéologiques ? Plus fondamentalement encore, dans quels univers d'attitudes sociales différenciées les électeurs du «Oui» et du «Non» de gauche et de droite évoluent-ils deux ans après ?

Nous avons choisi, pour répondre à ces questions, de regarder les effets des attitudes en matière d'ouverture de la France, de son déclin et de son avenir sur les votes «Oui» et «Non» de gauche et de droite. Le tableau 2 montre de manière particulièrement claire que le «Oui» et le «Non» de 2005 renvoient bien, qu'il soient de gauche ou de droite, à des univers d'attitudes très différents : on retrouve ici le clivage entre pessimisme et optimisme socio-économique. Mais à l'intérieur de chaque famille, celle du «Oui» et celle du «Non» quelques différences importantes apparaissent : le «Oui» de droite semble nettement plus favorable à la mondialisation, à la construction européenne, et à l'idée que la France est en progrès ; le «Non» de gauche semble en revanche, nettement plus que son homologue de droite, être inquiet en matière sociale, par exemple l'idée que la France est en déclin du point de vue de la solidarité dans la société, du système de santé. Le terme de « mondialisation » semble également encore en 2007 jouer comme un rôle de repoussoir parmi les anciens électeurs du « Non » de gauche.

**Tableau 2. Le vote du 29 mai 2005 selon les attitudes vis-à-vis de la mondialisation et du « déclin » de la France (% en lignes)**

	«OUI»		«NON»	
	de gauche	de droite	de gauche	de droite
<b>La France doit...</b>				
s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui	25	35	28	12
se protéger davantage du monde d'aujourd'hui	11	16	37	36
ni l'un, ni l'autre	20	25	41	14
<b>La mondialisation</b>				
une chance pour la France	25	48	15	13
un danger pour la France	12	13	47	27
ni l'un, ni l'autre	25	27	30	18
<b>La France tire profit...</b>				
de la mondialisation	22	38	23	16
de la construction européenne	27	40	21	12
de la mobilité croissante des individus	28	37	23	12
de la mobilité croissante des travailleurs	24	40	25	11
du mélange des cultures	25	28	35	11
<b>La France est ...</b>				
en progrès	26	41	18	16
en déclin	15	23	39	24
ni l'un, ni l'autre	24	30	31	16
<b>La France est en déclin du point de vue....</b>				
De la compétitivité des entreprises	16	28	33	23
Du rayonnement culturel	19	25	36	20
Du système de santé	20	18	41	21
De l'école et de l'université	16	26	37	22
Du pouvoir d'achat	19	24	37	21
De la solidarité dans la société	20	18	42	20
De son influence dans le monde	17	28	33	22
De la recherche et de l'innovation	21	26	36	17
<b>Moyenne</b>	<b>20</b>	<b>25</b>	<b>31</b>	<b>24</b>

Source : BPF, vague 1

De tous ces phénomènes, quelles peuvent être aujourd'hui les conséquences électorales ? De quelle manière les «Oui» et les «Non», au-delà de ce qui les réunit, peuvent trouver dans l'offre politique de 2007 matière à exprimer, en atténué ou en amplifié, leurs différences ?

#### *IV - L'Europe du «Oui» et du «Non» et les électorats*

L'impact électoral des choix de 2005 reste marqué comme le tableau 3 le montre. Si les électorats d'O. Besancenot, de José Bové et de M.G. Buffet, dans une moindre mesure celui d'A. Laguiller, sont essentiellement (presque exclusivement même) composés de « nonistes » de gauche, celui de Ségolène Royal se partage en deux groupes de poids égaux tandis que celui de D. Voynet penche nettement dans le camp du «Oui» de gauche. A gauche, les divisions de 2005 sont donc toujours marquées en 2007.

**Tableau 3. Le vote du 29 mai 2005 selon les intentions de vote de premier tour pour l'élection présidentielle de 2007 (% en lignes)**

Intentions de vote pour ...	OUI		NON	
	de gauche	de droite	de gauche	de droite
A. Laguiller	31	-	69	-
José Bové	9	4	87	-
O. Besancenot	16	-	80	4
M.G. Buffet	9	-	91	-
S. Royal	46	4	49	1
D. Voynet	61	2	37	-
F. Bayrou	16	42	15	27
N. Sarkozy	8	53	8	31
P. de Villiers	6	20	20	54
J.M. Le Pen	3	12	10	75
<b>Moyenne</b>	<b>20</b>	<b>25</b>	<b>31</b>	<b>24</b>

Source : BPF, vague 4. Les intentions de vote sont ici pondérées de manière à les redresser.

La situation n'est pas exactement comparable à droite : l'électorat potentiel de N. Sarkozy est un peu plus en phase avec les positions européennes de son candidat que ne l'est celui de Ségolène Royal, une situation normale puisque le candidat de l'UMP n'a pas eu à réaliser une « synthèse » sur le sujet. Nicolas Sarkozy parvient néanmoins à capter un tiers de ses intentions de vote parmi ceux qui ont voté «Non» et sont politiquement situés à droite. Curieusement, l'électorat de F. Bayrou ne semble pas être le plus marqué par le «Oui» de droite : les intentions de vote en faveur du candidat de l'UDF se composent certes d'un bloc central de «Oui» de droite (42%), mais se répartissent dans les trois autres segments de notre typologie. Il semble s'agir d'un phénomène lié à la plus grande hétérogénéité du vote Bayrou dans les données de la vague 4 du BPF et à la progression des intentions de vote en sa faveur. Le souverainisme de P. de Villiers semble faire recette à gauche puisqu'il obtient le pourcentage le plus élevé, parmi tous les candidats de droite, d'intentions de vote d'ancien «nonistes» de gauche (20% de son électorat potentiel). Enfin, pour J.M. Le Pen l'essentiel de son soutien provient d'électeurs du «Non», une infime partie étant d'ailleurs des «nonistes» de gauche.



Au total, il semble bien que le vote de 2005 continue de faire peser tout son poids sur l'hétérogénéité de chacun des camps politiques mais en particulier à gauche : certains segments de l'électorat d'extrême gauche comme d'extrême droite sont très homogènes et encore largement composés de « nonistes » tandis que d'autres (électorats Royal et Voynet, électorat Sarkozy dans une moindre mesure) sont partagés. Signe de faiblesse ou au contraire signe d'une capacité à tout faire tenir ? La question reste ouverte. A droite, c'est la différence entre les électorats Sarkozy et Bayrou qui introduit une vraie nouveauté : si l'électorat centriste était jusqu'à présent le plus favorable à l'Europe tout en étant proche de celui de l'UMP, la progression dans l'électorat du vote Bayrou s'est faite au détriment de son homogénéité. Cela pose directement la question du socle idéologique sur lequel repose cette progression et sa signification politique.

### ***V- Le clivage européen : toujours un phénomène à plusieurs dimensions***

Les structures d'opinion que nous avons observées avant le vote du 22 avril 2007 se retrouvent-elles dans les votes exprimés ce jour là ? Nous souhaitons à présent analyser de quelle manière le vote du 21 avril 2007 interroge la dimensionnalité des attitudes vis-à-vis de l'intégration européenne en France. Il s'agit d'une autre manière de démontrer les traces du 29 mai 2005 dans le 22 avril 2007 : lors du référendum de 2005, tout comme lors de l'élection présidentielle de 2002, on a pu observer que les attitudes des Français à l'égard de l'intégration européenne ne pouvaient plus être seulement analysées et représentées comme un continuum allant des « europhiles » aux eurosceptiques. L'affirmation dans l'espace politique français d'un clivage sur « l'Europe sociale » s'est en effet traduit par l'apparition d'une seconde dimension d'attitudes opposant les craintes associées au processus d'intégration européenne en ce domaine<sup>12</sup>. Observées dans les données du Panel électoral français de 2002, ces deux dimensions manifestaient que si la première perturbait fortement l'espace gauche-droite des candidats, la seconde lui restituait sa pertinence<sup>13</sup>. Qu'en est-il en 2007 ? Le positionnement à droite de la campagne de Nicolas Sarkozy et l'affirmation par François Bayrou d'un positionnement clairement détaché et indépendant vis-à-vis de l'UMP ont-ils fait évoluer cette topographie en deux dimensions de l'espace des attitudes politiques sur l'Europe en France ?

La lecture du tableau 4 ci-dessous (données issues de l'enquête post-électorale réalisée par le CEVIPOF après le second tour de l'élection présidentielle) permet de mettre en évidence que si dans l'ensemble les Français se montrent très majoritairement favorables à l'Union européenne et au processus d'intégration (seuls 9% pensent que « *l'appartenance de la France à l'Union est une mauvaise chose* ») une majorité d'entre eux déclare cependant éprouver des craintes à leur égard dans certains domaines spécifiques. Ainsi, 36% disent avoir peur qu'avec la construction européenne « *la France ne joue un rôle moins important dans le monde* », 50% qu' « *il y ait une perte de l'identité nationale et de la culture* », 55% qu' « *il y ait une augmentation du nombre des immigrés* ». Comme en 2002, les électeurs français sont principalement préoccupés des conséquences sociales et économiques de l'intégration européenne : ils sont encore 68% à déclarer avoir peur « *qu'avec la construction européenne il y ait moins de protection sociale en France* » et « *davantage de chômage* ».

---

<sup>12</sup> Sur ce point, voir : Belot (Céline) et Cautrès (Bruno), « L'Europe, invisible mais omniprésente » dans Cautrès (Bruno) et Mayer (Nonna) dir., *Le nouveau désordre électoral*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, p. 119-141.

<sup>13</sup> Cette conclusion est l'un des apports novateurs du chapitre rédigé par Céline Belot et Bruno Cautrès dans l'ouvrage *Le nouveau désordre électoral*, cité en notes 1 et 12 du présent texte.

**Tableau 4 : Opinions négatives des Français à l'égard de l'Europe**

	%
<i>A peur qu'avec la construction européenne il y ait moins de protection sociale en France</i>	68
<i>A peur qu'avec la construction européenne il y ait davantage de chômage</i>	68
<i>A peur qu'avec la construction européenne il y ait une augmentation du nombre des immigrés (V2)</i>	55
<i>A peur qu'avec la construction européenne il y ait une perte de l'identité nationale et de la culture</i>	50
<i>A peur qu'avec la construction européenne la France ne joue un rôle moins important dans le monde</i>	36
A une image négative de l'Union européenne	31
L'appartenance de la France à l'Union européenne est une mauvaise chose	9

Source :

PEF (2007) CEVIPOF - Ministère de l'Intérieur, vague 2, « enquête post-électorale présidentielle 2007 »

Plutôt que de traiter chacune des questions indépendamment des autres, nous avons d'abord cherché à savoir si l'ensemble de ces questions relevaient bien d'un même phénomène. Notre objectif est ici de comparer par rapport à 2002 les structures des peurs relatives à l'intégration européenne constatées en 2007. Nous utilisons donc la même méthode que celle mise en œuvre initialement par Céline Belot et Bruno Cautrès en 2002. Nous avons procédé à une analyse factorielle des correspondances multiples des items de peurs sur les conséquences de l'intégration européenne et nous avons dégagé ainsi des « facteurs » qui, résument les dimensions communes des réponses à ces cinq questions. La première dimension fait apparaître une nette opposition entre les réponses les plus confiantes et les plus craintives à l'égard de l'Union européenne : les sentiments de craintes s'opposent aux sentiments d'absence de craintes, quelque soit le sujet d'appréhension considéré. Les opinions sur les conséquences en matière de protection sociale contribuent cependant légèrement moins à cette première dimension de l'analyse factorielle que les autres. L'analyse des correspondances montre que les questions traitées simultanément présentent, sur ce premier axe, différentes facettes d'une attitude fortement structurée, orientée positivement ou négativement vis à vis de l'Europe. Cette polarité des opinions autour de cette attitude est le phénomène le plus significatif de cette analyse des données. Les données du PEF 2007 retrouvent ici une structuration classique des attitudes vis à vis de l'Europe, très cohérente comparée à celle de 2002.

Si les opinions vis à vis des conséquences de l'intégration européenne en matière de protection sociale et d'immigration contribuent un peu moins que les autres au premier axe de l'analyse factorielle, elles déterminent en revanche totalement le second axe. Cette seconde dimension oppose, plus encore qu'en 2002, les craintes sociales aux craintes sur l'immigration. L'affirmation de l'opposition entre ces deux formes de craintes est sans doute l'une des évolutions que l'on peut identifier de 2002 à 2007 ; elle s'explique par le positionnement de Nicolas Sarkozy qui attire non seulement des électeurs de droite modérée plutôt acquis à l'intégration européenne mais également des électeurs plus à droite, voire à l'extrême droite, et qui rejettent l'Europe pour des raisons liées à leurs craintes en matière d'immigration. **S'affirme donc en 2007, plus nettement encore qu'en 2002, une représentation en deux dimensions des attitudes vis à vis de l'Europe dans l'électorat français, articulant dimension générale et dimension spécifique.** A l'intérieur de ce cadre,

les électeurs déclinent trois formes d'euroscpticisme: une attitude générale, distinguant les degrés d'adhésion ou de refus de l'intégration européenne, une attitude spécifique elle-même subdivisée en deux, avec d'une part les craintes suscitées par le processus d'intégration en matière de protection sociale et d'autre part les craintes générées par ce même processus en matière d'immigration.

La première dimension de nos analyses permet de bien retrouver les clivages sociologiques qu'expriment l'adhésion ou le refus en général de l'intégration européenne : elle oppose en ce sens et conformément aux résultats établis depuis plusieurs années en France les dimensions verticales et horizontales du statut socio-économique. Nos résultats confirment ici très largement les résultats antérieurs : l'effet du diplôme et du statut social, celui du genre, sont toujours aussi prégnants.

Nous voudrions davantage nous intéresser à l'autre question posée par nos analyses : cette structuration en deux dimensions a-t-elle fait sentir ses effets politiques dans les votes du 22 avril 2007 comme elle le fit cinq ans plus tôt ? Les tableaux 5 et 6 présentent la distribution au sein des électorats du premier tour de l'élection présidentielle de nos deux dimensions recodées en 4 classes selon les quartiles de leurs distributions. La première dimension perturbe assez nettement le classement des candidats selon l'axe gauche-droite et genre, à peu de choses près, la courbe en J classiquement observée : les candidats aux extrêmes, mais surtout à l'extrême droite, sont ceux dont les électorats redoutent et rejettent le plus l'intégration européenne tandis que les candidats des partis de gouvernement se rejoignent d'assez près dans une moindre crainte. On observe dans le tableau 5 que l'électorat de Nicolas Sarkozy est néanmoins plus craintif vis-à-vis de l'Europe que ceux de F. Bayrou et S. Royal.

La seconde dimension restitue assez nettement à l'axe gauche-droite sa pertinence : les électorats des candidats de gauche sont ceux où les craintes sociales vis-à-vis de l'intégration européenne sont les plus fortes, les électorats des candidats de droite ceux où ces craintes sont les moins fortes mais où s'exprime le plus les craintes vis-à-vis de l'immigration. Cette seconde dimension montre bien en quoi Ségolène Royal a su être la candidate d'une gauche à la fois acquise à l'Europe mais inquiète de ses conséquences sociales tandis que Nicolas Sarkozy a su à la fois incarner le soutien de l'électorat de droite modérée à l'intégration européenne et l'euroscpticisme d'une droite plus radicale, voir extrême, inquiète des conséquences des développements de l'intégration européenne en matière d'immigration.

On peut à présent compléter l'analyse que nous faisons de l'hétérogénéisation du vote Bayrou : représentées en deux dimensions les attitudes vis-à-vis de l'Europe de son électorat apparaissent en fait moins craintives de l'intégration européenne que celles des électeurs de Nicolas Sarkozy, mais nettement plus craintives en matière de conséquences sociales. L'électorat de François Bayrou en s'élargissant s'est bien « hétérogénéisé » du point de vue des attitudes politiques sur l'Europe de ses électeurs ; autrement dit, cet électorat s'est « gauchisé » du point de vue de son analyse des développements de l'intégration européenne.

**Tableau 5 : La crainte générale vis-à-vis de l'intégration européenne (première dimension), selon le vote au premier tour de l'élection présidentielle (% en lignes)**

	peurs ++	peurs +	peurs -	peurs --	Total
Schivardi (*)	15,4	30,8	23,1	30,8	100,0
Laguiller (*)	34,0	19,1	34,0	12,8	100,0
Besancenot	24,0	26,7	32,2	17,1	100,0
Bové (*)	23,9	13,0	41,3	21,7	100,0
Buffet	27,5	24,6	36,2	11,6	100,0
Royal	19,9	22,1	27,6	30,4	100,0
Voynet	1,8	19,6	32,1	46,4	100,0
Nihous (*)	19,5	41,5	26,8	12,2	100,0
Bayrou	17,4	19,7	33,2	29,6	100,0
Sarkozy	23,9	24,1	27,0	25,1	100,0
de Villiers	43,2	37,0	14,8	4,9	100,0
Le Pen	48,4	32,4	14,4	4,8	100,0
Total	25	25	25	25	100,0

Source :

PEF (2007) CEVIPOF - Ministère de l'Intérieur, vague 2, « enquête post-électorale présidentielle 2007 »

(\*) : effectifs faibles à ne pas interpréter

**Tableau 6 : Les craintes vis-à-vis de l'intégration européenne en matière de protection sociale et d'immigration (seconde dimension), selon le vote au premier tour de l'élection présidentielle (% en lignes)**

	peurs sociales++	peurs sociales+	peurs immigr+	peurs immigr++	Total
Schivardi (*)	66,7	8,3	8,3	16,7	100,0
Laguiller (*)	18,8	33,3	35,4	12,5	100,0
Besancenot	37,7	24,7	22,6	15,1	100,0
Bové (*)	39,6	31,3	12,5	16,7	100,0
Buffet	49,3	26,1	18,8	5,8	100,0
Royal	40,2	20,7	19,4	19,8	100,0
Voynet	49,1	10,5	12,3	28,1	100,0
Nihous (*)	33,3	23,8	21,4	21,4	100,0
Bayrou	27,2	22,0	20,9	29,9	100,0
Sarkozy	9,9	23,8	25,8	40,5	100,0
de Villiers	3,8	31,6	39,2	25,3	100,0
Le Pen	4,3	28,3	46,9	20,5	100,0
Total	25	25	25	25	100,0

Source :

PEF (2007) CEVIPOF - Ministère de l'Intérieur, vague 2, « enquête post-électorale présidentielle 2007 »

(\*) : effectifs faibles à ne pas interpréter

### *Conclusion provisoire*

L'Europe : une synecdoque française<sup>14</sup> ? Les peurs que suscitent les frontières élargies, le pessimisme qu'entretiennent les stratégies d'évitement, la défiance qu'entraînent les non-dits des politiques, les ambiguïtés d'une Europe française pour échapper au désenchantement d'une France comme grande puissance : la France et l'Europe ont partie liée pour le meilleur et pour le pire. Nous avons eu, en 2005, un vote sur l'Europe à partir de ses effets sur la France, nous avons eu en 2007, un vote sur la France avec ses conséquences sur l'Europe.

---

<sup>14</sup> La synecdoque est une figure de rhétorique qui consiste à prendre le plus pour le moins, la partie pour le tout ou inversement (exemple : une voile *pour* un voilier)